

**Projet « Eau et Assainissement pour Tous : pour une société civile forte et entendue en Afrique de l’Ouest et du Centre »**

## **ATELIER DE STRUCTURATION ET DE FORMATION DES COLLECTIFS AFRICAINS DE LA SOCIETE CIVILE DU SECTEUR EAU ET ASSAINISSEMENT**

**Mobilisation, partage d’expériences et renforcement des capacités de plaidoyer**

**Douala (Cameroun), 30 septembre et 1er octobre 2014**

### **COMPTE-RENDU DE L’ATELIER**



*Décembre 2014*

---

# SOMMAIRE

---

<b>Introduction .....</b>	<b>3</b>
1. Mots de bienvenue	
2. Rappel des résultats et conclusions de l'atelier d'échanges d'expériences et de formation	3
3. Présentation des objectifs de l'atelier	4
4. Programme de l'atelier	4
<b>Partie 1 : Plaidoyer pour les financements pour le secteur : le travail de veille citoyenne sur les budgets nationaux .....</b>	<b>6</b>
1. La veille citoyenne sur les budgets nationaux pour le secteur eau et assainissement : l'expérience de Dynamique Citoyenne au Cameroun	
2. Présentation de l'expérience de veille budgétaire du PNE Bénin - Bénin	
3. Présentation de l'expérience de veille budgétaire de la Coalition Eau - France	
<b>Partie 2 : Partage d'expériences .....</b>	<b>10</b>
1. Présentation des mobilisations organisées par les ONG/collectifs depuis l'Atelier	3
2. Présentation des études sur les enjeux de plaidoyer des collectifs réalisées dans le cadre du projet EAT	
3. Conclusion	
<b>Partie 3 : Grands enjeux de 2015 et mobilisation des collectifs .....</b>	<b>16</b>
1. Cadre de développement post-2015 et Objectifs de Développement Durable	
2. 7ème Forum Mondial de l'Eau	
3. Forum Social Mondial et Eau Planète et Peuples 2	
4. Conférence sur le Climat COP 21	
5. Forums Nationaux de l'Eau	
6. Livres Bleus	
<b>Conclusion .....</b>	<b>23</b>
1. Recommandations pour une plus grande mobilisation des collectifs africains de la société civile pour le secteur Eau et Assainissement	
2. Appréciation des participants et mot de clôture	
<b>Annexes .....</b>	<b>25</b>

---

# INTRODUCTION

---

## 1. Mots de bienvenue

---

Le Directeur et le Coordonnateur du réseau AME, organisateur de l'atelier, ont accueilli les participants et saluer l'initiative en faveur de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

Le Coordonnateur du SPONG, porteur du projet Eau et Assainissement pour Tous, a mis en avant l'importance de saisir tous les espaces possibles pour influencer les politiques et avoir une position stratégique dans nos différents pays. Il a aussi rappelé que le succès du projet Eau et Assainissement pour Tous (EAT) est lié surtout à la mobilisation de chacun de nous. C'est en outre un partenariat dynamique qui ouvrira de nouvelles opportunités.

La Coalition Eau a rappelé l'historique de son appui aux collectifs partenaires et de notre mobilisation commune. Celle-ci aura une dimension supplémentaire cette année avec l'année 2015, qui sera marquée par nombre de temps forts comme l'élaboration du cadre de développement post-2015. En outre, l'enjeu sera aussi de développer de nouvelles perspectives pour renforcer et élargir notre mobilisation, au-delà du projet EAT.

La représentante du PNUD, qui représente aussi le FNUD, a indiqué que l'eau était une question fondamentale, tant au niveau de l'accès, de la qualité que de la pérennité, avec un accent pour les plus démunis. En outre, l'eau est au cœur de tous les développements. Elle a aussi indiqué que la méthodologie de l'atelier est la bonne avec un temps d'échanges d'expérience, de formation, un traitement des enjeux du post-2015. Enfin, il est important de renforcer le partenariat avec les gouvernements mais aussi avec les autres partenaires techniques et financiers (PTF).

## 2. Rappel des résultats et conclusions de l'atelier d'échanges d'expériences et de formation 3 (Thiès, juin 2013)

---

Cet atelier avait permis les avancées suivantes :

- Les mobilisations des ONG/collectifs de chacun des pays et les expériences de plaidoyer communes Coalition Eau / collectifs menées depuis le dernier atelier ont été partagées ;
- La première feuille de route élaborée a été approfondie et ajustée, la majeure partie des activités prévues a fait l'objet du projet « Eau et Assainissement pour Tous », soutenu par le FNUD et lancé en décembre 2013 pour une période de 2 ans ;
- Les capacités de plaidoyer des collectifs ont été renforcées en matière de plaidoyer, suite à la formation sur le plaidoyer réalisée ;

- Des axes de plaidoyer (post-2015, financements) ont été définis pour chacun des collectifs et des actions communes de plaidoyer Coalition Eau / collectifs ont été identifiées.

Dans l'immédiat, nous avons ainsi prévu pour la suite :

- l'organisation d'un prochain atelier d'échange et de formation au printemps 2014 ;
- le suivi des plaidoyers nationaux identifiés et la mobilisation sur les plaidoyers communs (post-2015 et financement du réseau sous-régional) ;
- le renforcement de l'échange d'information ;
- l'élaboration d'un centre de ressources, hébergé par le site Internet de la Coalition Eau.

### 3. Présentation des objectifs de l'atelier 4

Les objectifs principaux de l'atelier sont de :

- Partager les enjeux de plaidoyer et les expériences de mobilisation des collectifs des 9 pays pour le secteur eau et assainissement ;
- Renforcer le rôle et le positionnement des collectifs dans le plaidoyer pour l'eau et l'assainissement (temps forts 2015, financements).

A noter qu'il faudra mettre en avant les points de blocage de nos expériences pour les partager et les mettre en débat. Il faut aussi mettre en avant où sont les leviers dans nos pays pour faire progresser le secteur.

### 4. Programme de l'atelier 4

HEURE	DEROULE	INTERVENANT
<b>JOUR 1 : RENFORCEMENT DES CAPACITES DE PLAIDOYER POUR LE SECTEUR</b>		
<b>MARDI 30 SEPTEMBRE 2014</b>		
<u>9h00 – 10h00</u>	<b>INTRODUCTION DE L'ATELIER</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mots de bienvenue / Informations diverses</li> <li>▪ Présentation des participants</li> <li>▪ Rappel des résultats et conclusions de l'Atelier 3 (Thiès, juin 2013)</li> <li>▪ Rappel des objectifs de l'atelier 4</li> <li>▪ Présentation et validation du programme de travail</li> </ul>	<i>Réseau AME /SPONG/ Facilitateur Participants Coalition Eau Facilitateur Facilitateur</i>
<u>10h00 – 11h00</u>	<b>I – PLAIDOYER POUR LES FINANCEMENTS POUR LE SECTEUR : LE TRAVAIL DE VEILLE CITOYENNE SUR LES BUDGETS NATIONAUX</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Exposé sur l'expérience camerounaise de Dynamique Citoyenne : Expertise et techniques de veille citoyenne, facteurs de blocage et de réussite, résultats</li> </ul>	<i>Facilitateur  Patrick EBANDA, Dynamique Citoyenne</i>
<u>11h00 – 11h30</u>	<i>Pause santé</i>	
<u>11h30 – 13h00</u>	<b>I – PLAIDOYER POUR LES FINANCEMENTS POUR LE SECTEUR : LE TRAVAIL DE VEILLE CITOYENNE SUR LES BUDGETS NATIONAUX (SUITE)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Présentation des expériences de veille budgétaire par d'autres</li> </ul>	<i>Facilitateur  Bénin : PNE Bénin</i>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>collectifs : exemples du Bénin et de la France</li> <li>▪ Echanges avec la salle et leçons apprises</li> </ul>	<i>France : Coalition Eau</i>
<u>13h00 – 14h00</u>	<u>Pause déjeuner</u>	
<u>14h00 – 18h00</u>	<b>VISITE DE TERRAIN (ENVIRONS DE DOUALA)</b>	<i>Watershare Task Group et Réseau AME</i>

HEURE	DEROULE	INTERVENANT
<b>JOUR 2 : PARTAGE D'EXPERIENCES DES MOBILISATIONS DES COLLECTIFS POUR LE SECTEUR</b>		
<b>MERCREDI 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2014</b>		
<u>9h30 – 11h00</u>	<b>II – PARTAGE D'EXPERIENCES</b> Présentation des mobilisations organisées par les ONG/collectifs depuis l'Atelier 3 : objectifs, activité menée, résultats et enseignements <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, France</li> </ul>	<i>Facilitateur Représentants pays</i>
<u>11h00 – 11h30</u>	<u>Pause santé</u>	
<u>11h30 – 13h00</u>	<b>II – PARTAGE D'EXPERIENCES (SUITE)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Présentation des études sur les enjeux de plaidoyer des collectifs réalisées dans le cadre du projet EAT : enjeux et résultats</li> <li>- Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Mali, Niger, Sénégal</li> </ul>	<i>Facilitateur Représentants pays</i>
<u>13h00 – 14h00</u>	<u>Pause déjeuner</u>	
<u>14h00 – 15h30</u>	<b>III – GRANDS ENJEUX DE 2015 ET MOBILISATION DES COLLECTIFS</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Information sur les temps forts de 2015 : Cadre de développement post-2015 et Objectifs de Développement Durable, Forum Social Mondial et Eau Planètes et Peuples 2, Forum Mondial de l'Eau, COP21, Forums Nationaux de l'Eau et de l'Assainissement, Livres Bleus</li> <li>▪ Quelles mobilisations des collectifs à ces occasions ?</li> </ul>	<i>Facilitateur Coalition Eau  Tour de table</i>
<u>15h30 – 16h00</u>	<b>CONCLUSION DE L'ATELIER</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Synthèse des échanges</li> <li>▪ Appréciation des participants</li> <li>▪ Clôture</li> </ul>	<i>Facilitateur Coalition Eau Participants Réseau AME / SPONG</i>

# PARTIE 1 : PLAIDOYER POUR LES FINANCEMENTS POUR LE SECTEUR LE TRAVAIL DE VEILLE CITOYENNE SUR LES BUDGETS NATIONAUX

*Afin de synthétiser le compte-rendu, les powerpoints des présentations ont été complétés suite aux présentations orales.*

## **4. La veille citoyenne sur les budgets nationaux pour le secteur eau et assainissement : l'expérience de Dynamique Citoyenne au Cameroun**

Exposé sur l'expérience camerounaise de Dynamique Citoyenne : Expertise et techniques de veille citoyenne, facteurs de blocage et de réussite, résultats

*Voir le powerpoint en annexe 1.*

Remarques de la salle :

*Suivi de l'exécution du budget* : Le budget est un outil de plaidoyer précieux. Ce qui compte, ce n'est pas le volume financier, mais le déroulé : il faut faire un suivi de l'exécution.

*Statut de DC* : DC est un réseau qui a un point focal national, une organisation membre de DC, et 10 coordinations régionales. C'est le point focal national (association, représentation syndicale ou autre) qui est le porteur administratif du réseau. Chaque 2 an, il y a un roulement du point focal. DC a un Secrétariat permanent et des commissions multiples (communication, mobilisation, macroéconomique...).

*Recrutement des animateurs* : Un appel à manifestation d'intérêt a été lancé auprès des animateurs, salariés des organisations membres de DC.

*Collaboration avec le Parlement* : Quand l'analyse du budget est finalisée, elle est diffusée auprès des 280 parlementaires (via le dépôt du document dans leur box) qui sont aussi invités aux dîners parlementaires. Certains viennent assister aux dîners, car ils sont intéressés par la question et recherchent de l'expertise, notamment lors des renouvellements du Parlement.

*Niveau de suivi des budgets* : Le suivi est effectué sur le budget central mais pas encore sur le budget des communes.

*Diversité des domaines étudiés* : DC étant un réseau multisectoriel, l'analyse sectorielle fait appel aux compétences spécifiques de chacun des membres. En outre, les coordinations régionales de DC peuvent choisir leur secteur d'analyse en fonction de leurs propres priorités.

*Partenariat Sanitation and Water for All* : Non participation du Cameroun à SWA, car difficile de prendre des engagements selon eux à cette occasion.

*Taux d'exécution du budget* : Création d'un ministère de régulation des marchés publics l'an passé mais qui a plombé l'exécution du budget de l'an passé, avec un taux d'exécution du budget de 40%

*Méthodologie utilisée pour suivre et analyser le budget* : 3 étapes sont à souligner :

- (i) Etat des lieux
- (ii) Revue des engagements
- (iii) Faire le lien entre l'état des lieux et les engagements pris qui permet de dégager une analyse et des recommandations

*Renforcement des capacités des OSC* : Cela est fait via :

- Formation des OSC avant l'édition du budget programme pour pouvoir suivre la mise en œuvre de ce budget.
- Mise à disposition d'outils pédagogiques tels que le canevas de suivi budgétaire

*Conditions de réussite d'une telle initiative* : 1<sup>ère</sup> activité menée lors des Journées Mondiales contre la Corruption avec des manifestations qui ont attiré l'attention du Gouvernement et ont permis à DC de devenir visible. DC est désormais connue par l'administration ce qui facilite les relations. En outre, avec les dîners parlementaires, DC a réussi à fidéliser des parlementaires qui l'accompagnent maintenant dans le processus. Quant au partenariat avec la Cour des Comptes, cela vient du fait que leurs chiffres sont similaires et ont échangé à ce sujet.

*Difficultés supplémentaires* :

- Report parfois des dîners parlementaires car une session parlementaire vient de se caler au même moment
- Difficultés financières : au départ, DC avait mis en place des enquêteurs sur le terrain mais cela était trop coûteux d'où l'appel à des animateurs de terrain.
- Disponibilité de l'information mais la qualité du travail de DC leur facilite l'accès à cette information

*Financement* : Appui du CCFD – Terre solidaire pour financer le Secrétariat permanent de DC et certaines activités

## 5. Présentation de l'expérience de veille budgétaire du PNE Bénin - Bénin

---

*Voir le powerpoint en annexe 2.*

En résumé, il faut souligner :

- L'importance de la qualité des données produites, qui permet la reconnaissance par les pouvoirs publics (exemple des Livres Bleus)
- L'importance de disposer de compétences en interne
- La nécessité de bien identifier les espaces et les principaux acteurs sur lesquels il faut agir
- La nécessité de bien savoir présenter les choses (le vocabulaire compte aussi !)
- La disposition des personnes clés (par exemple, la Ministre de la Santé et les parlementaires sont de plus en plus intéressés, tandis que la Direction en charge de l'eau est plus réticente et seulement intéressé par les réalisations physiques)
- La question clé de l'amélioration de la consommation du budget et non pas seulement de la question des montants

Remarques de la salle :

- Importance d'utiliser les réseaux parlementaires existants mais en ayant conscience que ce n'est pas forcément évident (et plus généralement tous les espaces existants)
- Etre prudent sur l'utilisation des fonds, qui ne doit pas être un moyen d'accéder à la personne clé (intermédiaires permettant d'accéder à la personne clé)
- Conseil de convoquer les députés lors des sessions parlementaires, puisqu'ils sont déjà sur place et cela ne nécessite pas de financements complémentaires (mais ils peuvent ne pas être très disponibles...)
- Attention : les données ne sont pas forcément « cachées » par les pouvoirs publics. Par contre, une partie du budget peut être réservée et dépensée en fin d'année pour acheter des choses « moins utiles ».

## 6. Présentation de l'expérience de veille budgétaire de la Coalition Eau - France

---

*Voir le powerpoint en annexe 3.*

Le rapport « Eau Assainissement Hygiène : Pour une aide française plus efficace », qui porte sur l'Aide publique au Développement de la France pour le secteur Eau-Assainissement-Hygiène 2008-2012, présenté en atelier, est disponible sur : <http://www.coalition-eau.org/publication/pour-une-aide-francaise-plus-efficace/>

Remarques de la salle :

- Le retrait de la contribution de la France dans certains pays



- Le « gonflage » de l'APD et la disparité des chiffres : la France inclue dans son APD ce qui ne devrait pas en être : prêts à taux proches du marché, contrats de désendettement, écolage... Pour le secteur Eau et Assainissement, l'aide de la France se réalise majoritairement sous forme de prêts (92% de l'APD). En outre, on observe un décalage des chiffres entre les données renseignées par la France à l'OCDE et celles communiquées par le pays : voir pour ce faire l'étude mentionnée ci-dessus, encadré 6, page 18.
- Le fléchage de l'aide : parce qu'elle utilise principalement les prêts, la France flèche son aide vers les pays solvables (pays à Revenu Intermédiaire) et les grands projets de distribution d'eau et d'assainissement en milieu urbain, laissant à la marge les pays les plus pauvres et les populations les plus démunies, vivant principalement en milieu rural ou périurbain.
- L'appui des OSC africaines au plaidoyer de la Coalition Eau : un travail est à faire ensemble auprès des décideurs pour (i) améliorer la transparence de l'aide (voir le site [www.transparence-aide.gouv.fr](http://www.transparence-aide.gouv.fr) où la France a indiqué renseigné les données de ses projets dans différents pays au standard IITA – Initiative Internationale pour la Transparence de l'Aide), (ii) améliorer la traçabilité des flux financiers (Exemple des fonds octroyés à l'Initiative pour l'Alimentation en Eau et l'Assainissement en milieu Rural – IAEAR de la BAD, (iii) renforcer l'efficacité de l'aide notamment en ce qui concerne l'amélioration des taux de décaissement et d'absorption des fonds engagés, (iv) assurer un rôle de veille citoyenne sur les flux d'aide et les budgets nationaux pour le secteur (exemple du travail de Dynamique Citoyenne ou du PNE Bénin).

#### Pour aller plus loin...

- Travailler sur le suivi budgétaire, qui peut être une piste de plaidoyer dans chacun de nos pays
- Agir sur les deux espaces : dans les pays du Sud mais aussi du Nord (bailleurs de fonds) avec les questions de montants, orientations, transparence, efficacité des financements
- Cibler une amélioration au niveau du bailleur France mais aussi au niveau d'autres pays : la Coalition Eau pourrait faire le lien avec ces autres pays pour un plaidoyer commun
- Travailler de manière plus rapprochée avec les PTF
- Identifier un calendrier des temps forts en lien avec les financements et le transmettre aux collectifs

# PARTIE 2 :

## PARTAGE D'EXPÉRIENCES

### 4. Présentation des mobilisations organisées par les ONG/collectifs depuis l'Atelier 3

---

#### 1.1. Bénin

JME 2014 : organisation d'une Marche pour l'Eau à laquelle participaient les acteurs de l'eau, les jeunes du Parlement de la Jeunesse mondiale pour l'Eau, les medias, et conférence de presse  
Obstacle : Budget limité

Atelier régional de renforcement des capacités des media et de la société civile sur le plaidoyer, la communication et le suivi des engagements WASH : opportunité d'interpeller la Ministre sur le suivi des engagements WASH du Bénin (e-Thekwini). 1 mois après, mise en place d'un comité de pilotage de suivi des engagements par rapport à SWA. Société civile membre de ce comité de pilotage. Augmentation du budget de PPEA2 (programme Eau et Assainissement)

Contribution à la concertation des acteurs de la société civile et des communes : atelier sur la prise en compte des acteurs de la société civile et des communes dans le cadre de la mise en place de l'Autorité du Bassin du Mono, en partenariat avec JVE Bénin. Cela a donné lieu à une déclaration de la société civile et à une participation de la société civile à la session du comité des experts et à la session des Ministres lors de la mise en place de l'Autorité du Bassin du Mono.

#### Enseignements :

- Accepter de dénoncer : le PNE Bénin a un rôle d'assistance technique par rapport aux pouvoirs publics mais il est important de mener aussi des actions de plaidoyer.
- Autorité au niveau de l'Eau, au Bénin, très peu intéressée par les mécanismes de dialogue.

#### 1.2. Burkina Faso

JMT 2014 : organisation des groupes sociaux pour qu'ils puissent interpeller les pouvoirs publics sur leurs préoccupations spécifiques sur l'eau, la santé (appui à leur formulation de leurs demandes)...  
A la suite de cela, signature d'un partenariat avec le Ministère pour expliquer dans 130 communes la politique sanitaire au Burkina

Obstacles : Budget limité, concurrence entre OSC/ONG pour le leadership des actions, difficulté à s'organiser avec le calendrier des officiels, décalé parfois avec les temps forts

### 1.3. Cameroun

*Pour le Réseau AME :*

Conférence publique afin de partager la compréhension des ODD avec différentes parties prenantes (administration, société civile, collectivités locales, médias...) et spécifiquement de l'adoption d'un objectif dédié à l'eau. Cela a permis une mobilisation de tous autour de ces enjeux.

Projet de plaidoyer envers 6 communes sur la réalisation d'ouvrages hydrauliques afin de pouvoir mobiliser les acteurs communaux afin qu'ils puissent prendre des décisions relatives à la réalisation d'ouvrages hydrauliques dans leur zone : évaluation, prise d'engagement pour mobilisation des fonds en vue de la réalisation des ouvrages. Vers décembre, nouvelle mobilisation des communes pour présenter les résultats des engagements des différentes parties prenantes

Obstacle : écoute difficile de la part des décideurs quand les recommandations portées sont différentes de leurs orientations politiques

*Pour Dynamique Citoyenne :*

JME 2014 : réalisation de la plus longue file d'attente d'eau dans un quartier de Yaoundé, qui a connu une grande mobilisation

Obstacles : Budget limité pour faire une plus grande mobilisation, que ce soit dans la capitale ou dans les régions

### 1.4. Mali

JME 2014 : activités phares afin de contribuer au renforcement des acquis et demander aux autorités et aux Partenaires Techniques et Financiers, des efforts supplémentaires en faveur des personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable et à un assainissement adéquat au Mali :

- Elaboration d'une déclaration remise au Ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique, accompagnée d'une conférence de presse ;
- Organisation d'une marche pour l'eau qui a regroupé près de 1.000 personnes ;
- Conférence-débat « Eau et Énergie : enjeux et perspectives » au cours de laquelle communications sur l'eau et l'assainissement.

Ces activités ont été sous-tendues par des actions telles que la mobilisation et l'implication de tous les acteurs du secteur autour de la campagne, les rencontres d'échanges avec les Ministères en charge du secteur, la production de supports de communication, la capitalisation, la médiatisation.

Obstacles :

- Difficulté à tenir le calendrier pour mener ces actions et nécessité d'une grande mobilisation des commissions organisatrices,
- Calendrier des rendez-vous officiel mouvant,
- Difficulté de mobilisation de certains engagements financiers.

Enseignements :

- Maintenir la synergie des acteurs dans le processus organisationnel des éditions ;

- Capitaliser chaque édition de la JME à partir de celle de 2014 ;
- Elaborer et soumettre auprès des PFT un projet de campagne trois mois avant la JME.

### 1.5. Niger

Célébration des Journées Nationales et Internationales autour de l'eau (dont JME 2014) et édition de la Déclaration sur l'accès à l'eau potable sur laquelle ont été interpellés les pouvoirs publics  
Séances de sensibilisation sur le lavage des mains, l'accès à l'eau et la prévention sur Ebola  
Formation des journalistes sur les questions d'accès à l'eau au profit des plus démunis  
Importance d'un dialogue permanent avec les autorités  
Obstacle : Budget limité

### 1.6. Togo

JME 2014 : Organisation d'une table ronde sur l'assainissement, organisation de 2 ateliers par l'Alliance des médias sur l'eau et l'assainissement

#### Autres activités :

Participation au comité de coordination sur l'assainissement à la base, auquel a participé JVE, notamment au regard des questions sur la taille et les coûts des infrastructures  
Sanitation and water for All: préparation des activités de SWA à Genève et à Washington et préparation des discours du ministre  
Préparation d'AFRICASAN, à travers un communiqué pour revoir les engagements d'e-Tekwini  
Mobilisation de 200 jeunes appelant à l'accès à l'eau et la fin de la défécation à l'air libre  
Participation à Africa Water 2014

### 1.7. Tchad

Atelier de renforcement des capacités au niveau du Tchad sur le post-2015  
Mobilisation pour la Journée Mondiale de l'Eau

### 1.8. France

Journée Mondiale des Toilettes : Organisation de l'exposition « les Toilettes, une question de dignité », conférence de presse, interventions scolaires et auprès du grand public, interviews presse

Journée Mondiale de l'Eau : Mobilisation en lien avec l'Année Internationale de l'Agriculture familiale et tenue d'une expo photo « De l'eau pour nourrir le Monde »

Mobilisation tout au long de l'année sur le post-2015 et les financements pour le secteur : positionnements, études, participation aux plateformes associatives et multi acteurs.

## 1.9. Conclusion

- Une organisation de manifestations variées réalisées à l'occasion de temps forts (JMT, JME...)
- Des obstacles récurrents à lever : disponibilité des acteurs pour l'organisation pratique, question du calendrier des acteurs en face parfois décalé avec les temps forts officiels, nécessité de la construction des contenus, mobilisation des personnes en amont, poids de la communication (qui peut être contourné en mobilisant ces acteurs en tant que participants à l'activité), délais d'organisation
- Une nécessité de mettre l'accent sur les mobilisations qui ont la plus forte valeur ajoutée (impact important avec des moyens minimums)

### Pour aller plus loin...

#### Focus sur les mobilisations phares :

- ➔ **Après du grand public** : Marche pour l'eau, La plus longue file d'attente, mobilisation de jeunes
- ➔ **Après des média** : conférence de presse, ateliers de formation des journalistes
- ➔ **Après des décideurs** : Déclarations à l'issue des mobilisations grand public et des ateliers, conférences publiques

## 5. Présentation des études sur les enjeux de plaidoyer des collectifs réalisées dans le cadre du projet EAT

---

Etudes au Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Mali, Niger et Sénégal :

*Voir présentations powerpoint et étude (Niger) en annexes*

## 6. Conclusion

---

Des facteurs communs aux pays ont été mis en exergue:

- Le nonaccès à l'eau et à l'assainissement qui reste une réalité pour beaucoup dans les différents pays et cela est accentué au niveau de l'assainissement ;
- Des disparités entre urbain/rural et au sein des zones urbaines même ;
- Une inéquité dans l'accès au service avec des tranches tarifaires non adaptées ;
- Une insuffisance des investissements, avec une régression dans certains pays alors que la population s'accroît ;
- La question de la qualité de l'eau ;
- La question de la durabilité ;

- Une incohérence parfois des politiques nationales qui n'ont pas suivi l'évolution de l'environnement avec par exemple un transfert insuffisant des moyens pour les collectivités locales, auxquelles on a pourtant transféré la compétence de l'eau ;
- Un manque d'engagements politiques.

A partir de ces constats, les enjeux de plaidoyer pour les collectifs ont été identifiés comme suit :

- Mettre l'accent sur l'assainissement ;
- Renforcer les capacités des acteurs au niveau local, dont celles des collectifs ;
- Accroître les ressources allouées au secteur eau et assainissement ;
- Améliorer l'efficacité des ressources ;
- Avoir des modèles d'infrastructures adaptés (options techniques) ;
- Améliorer le transfert des ressources aux collectivités locales ;
- Mettre en place de cadres de concertation inclusifs, transparents, autonomes et indépendants.

Des défis sont cependant à lever pour :

- Mieux mobiliser les acteurs autour des initiatives de plaidoyer ;
- Améliorer les synergies de plaidoyer entre les acteurs ;
- Prioriser les enjeux de plaidoyer et mettre en avant les initiatives levier (une action à faire par chaque pays au regard des résultats de l'étude et de la faisabilité des initiatives à mener) ;
- Aller au-delà de l'accès à l'eau potable et envisager le secteur de l'eau dans sa globalité, au regard des liens entre eau potable et ressource brute.

Remarques de la salle :

- Il est nécessaire d'aller au-delà de la question de l'eau potable pour toucher l'ensemble du secteur eau ;
- Se pose la question des chiffres de l'eau : la question des indicateurs du post-2015 sera une question clé pour avoir des chiffres fiables et communément admis ;
- Il est nécessaire d'avoir des instruments de plaidoyer sur lesquels s'appuyer tels que le Livre Bleu, les enquêtes de satisfaction ;
- Il faut inclure les mouvements de jeunes, de femmes, de chefferie traditionnelle, les médias... dans les actions de plaidoyer menées. L'enjeu est de prendre en compte toutes les composantes de la société.

### Pour aller plus loin...

- ➡ Prioriser les enjeux de plaidoyer dans chaque pays
- ➡ Faire une synthèse générale des études sur les enjeux de plaidoyer en mettant en exergue les enjeux de plaidoyer communs et les enjeux spécifiques à chaque pays
- ➡ Diffuser les rapports des études sur les enjeux de plaidoyer de chaque pays à tous (SPONG)
- ➡ Partager les agendas nationaux, qui peuvent constituer des espaces d'opportunité de plaidoyer

- Aller démarcher les PTF nationaux pour appuyer la mise en place d'actions de plaidoyer
- Mettre en place un groupe de discussion pour partager les actions et ressources au sein du réseau (et y associer les responsables de nos structures)

Des outils sont disponibles pour appuyer nos actions :

- une liste de diffusion
- un centre de ressource disponible sur [www.coalition-eau.org](http://www.coalition-eau.org)
- une liste des engagements des Etats africains pour le secteur

---

# PARTIE 3 :

## GRANDS ENJEUX DE 2015 ET MOBILISATION DES COLLECTIFS

---

### 7. Cadre de développement post-2015 et Objectifs de Développement Durable

---

#### 7.1. Dernières avancées : la publication du Rapport de l'Open Working Group sur les ODD

Les travaux de l'OWG de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur les ODD, qui rassemble des représentants de 70 pays, ont abouti à la production d'un rapport en juillet 2014, avec des propositions d'Objectifs du Développement Durable (ODD). 17 ODD, dont un sur l'eau et l'assainissement, sont proposés pour l'agenda post-2015.

L'ODD n°6 est intitulé «Ensure availability and sustainable management of water and sanitation for all». Cette proposition d'objectif Eau est satisfaisante et assez complète puisque les cibles prennent en compte les différentes dimensions de l'eau. Elle s'inscrit en cohérence avec les recommandations portées par la communauté internationale de l'eau (UN-Water, JMP).

Six cibles ont été retenues :

- 6.1 by 2030, achieve universal and equitable access to safe and affordable drinking water for all
- 6.2 by 2030, achieve access to adequate and equitable sanitation and hygiene for all, and end open defecation, paying special attention to the needs of women and girls and those in vulnerable situations
- 6.3 by 2030, improve water quality by reducing pollution, eliminating dumping and minimizing release of hazardous chemicals and materials, halving the proportion of untreated wastewater, and increasing recycling and safe reuse by x% globally
- 6.4 by 2030, substantially increase water use efficiency across all sectors and ensure sustainable withdrawals and supply of freshwater to address water scarcity, and substantially reduce the number of people suffering from water scarcity
- 6.5 by 2030 implement integrated water resources management at all levels, including through transboundary cooperation as appropriate
- 6.6 by 2020 protect and restore water-related ecosystems, including mountains, forests, wetlands, rivers, aquifers and lakes

Notons que l'ODD 17 porte sur les moyens de mise en œuvre, mais chaque ODD contient des moyens de mise en œuvre spécifique. Les moyens liés à l'ODD 6 sont très incomplets.



L'Assemblée Générale des Nations Unies a déclaré qu'elle utiliserait le rapport de l'OWG comme base principale de négociations en 2014-2015, afin d'établir une liste finale d'ODD pour le Sommet des Chefs d'Etats et de gouvernements en septembre 2015.

## 7.2. Société civile : comment continuer à se mobiliser ?

Alors que les négociations internationales sur le cadre de développement post-2015 viennent de débiter, les ONG/OSC doivent continuer à se mobiliser au niveau national afin que leurs gouvernements soutiennent un Objectif Eau. Ce que plusieurs collectifs africains ont déjà fait ou font déjà.

Dans cet objectif de mobilisation, un guide pratique d'engagement dans le processus post-2015 à l'intention des OSC a été réalisé par End Water Poverty et vous a été transmis (disponible aussi sur le site Internet de la Coalition Eau). Celui-ci met en avant les moyens de s'impliquer, par exemple :

- Contactez votre gouvernement national (courrier, rencontre, interpellation à l'occasion d'un évènement comme la JME ou la JMT)
- Assurez-vous que votre réseau national OSC appelle à un Objectif dédié à l'eau
- Utilisez les prochaines élections nationales
- Faites partie d'un mouvement mondial tels que Beyond 2015
- Mener des actions communes avec d'autres réseaux (Coalition Eau, End Water Poverty, Partenariat Français pour l'Eau)

Des messages à relayer sont aussi proposés. De manière générale, il est conseillé de s'appuyer sur l'ODD Eau proposé par l'OWG.

## 8. 7<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau

---

Tous les 3 ans est organisé le Forum Mondial de l'Eau (FME). Ses objectifs sont de réunir l'ensemble des parties prenantes pour débattre des questions liées à l'eau et à l'assainissement, de formuler des propositions concrètes et favoriser l'action, de susciter un engagement politique réel et durable en faveur de l'eau. Après la tenue du 6<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau à Marseille en mars 2012, le 7<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau aura lieu du 12 au 17 avril 2015, à Daegu et Gyeongbuk, en Corée du Sud.

### 8.1. Organisation du 7<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'eau

Le 7<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau est articulé autour de 4 processus :

- Politique : 3 sous-processus seront organisés (ministériel, parlementaire, autorités locales et régionales)
- Régional : 7 régions seront mises en avant (Afrique, Amérique, Asie-Pacifique, Europe, Arabe, Méditerranée, Régions en situation de stress hydrique)
- Thématique : 16 thématiques ont été identifiées

([http://eng.worldwaterforum7.org/news/document/view.asp?meeting\\_seq=48&key=&keyWord=&page=1](http://eng.worldwaterforum7.org/news/document/view.asp?meeting_seq=48&key=&keyWord=&page=1)) autour des piliers « Water Security for All », « Water for Development and

Prosperity », « Water for Sustainability : Harmonizing Humans and Nature », « Constructing Feasible Implementation Mechanisms »

- Science et Technologie : 5 thématiques phares seront traitées (Efficient Water Management ; Resource Recovery from Water and Wastewater Systems ; Water and natural disasters ; Smart Technology for Water ; Understanding and Managing Ecosystem Services for Water)

Il comprendra d'autres lieux d'échanges :

- Forum des citoyens : Le Forum des citoyens vise à faciliter la participation des citoyens. Des programmes seront proposés par des citoyens et des organisations de la société civile (expositions, événements, sessions, etc.).
- Evènements culturels
- Evènements parallèles
- Espace d'exposition

Et des programmes spéciaux :

- Water Showcase
- World Water Challenge

## **8.2. S'impliquer dans le 7<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau**

Voir le site Internet de la Coalition Eau (<http://www.coalition-eau.org/actualite/comment-ca-marche/>) pour :

- Présenter une session au sein du processus thématique
- Présenter un évènement au sein du Forum des citoyens
- Présenter un évènement parallèle
- Présenter une expérience réussie dans le cadre du Water Showcase

## **8.3. Participer au 7<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau**

*Obtenir un soutien financier*

Un soutien financier pourra être apporté par le 7<sup>ème</sup> Forum aux organisations en ayant besoin. Les organisations ont jusqu'au 12 décembre 2014 pour faire leur demande de soutien financier, en suivant la procédure : [http://eng.worldwaterforum7.org/registration/regi/guide\\_support.asp](http://eng.worldwaterforum7.org/registration/regi/guide_support.asp)

*Participer via le projet EAT*

Dans le cadre du projet EAT sont prévues des lignes budgétaires pour participer aux espaces de concertation internationaux. Si vous souhaitez vous impliquer dans le 7<sup>ème</sup> FME, merci de contacter le SPONG, coordinateur du projet.

## **9. Forum Social Mondial et Eau Planète et Peuples 2**

---

### **9.1. Rappel des Journées « Eau, Planète et Peuples » (9 et 10 mars 2012)**

Objectif : Créer une passerelle avec les mouvements alternatifs pour disposer d'un lieu de débat ouvert et libre pour engager un travail de connaissance mutuelle, atténuer les procès d'intention

traditionnels, rechercher les convergences et divergences de fond comme de forme, ouvrir le FME aux idées alternatives sinon aux mouvements alternatifs, disposer vis à vis de l'opinion publique et des medias d'un message commun porté d'une voix partagée.

Action : Les Journées Eau, Planète et Peuples (EPP) ont ainsi été organisées par France Libertés et le CRID, dans le cadre du Forum Alternatif Mondial de l'Eau (FAME), en partenariat avec l'Effet Papillon et la Coalition Eau. 300 participants issus de 200 organisations, dont 11 ONG membres de la Coalition Eau, et venants de 30 pays différents ont assisté à cette rencontre. Ces journées ont abouti à l'élaboration d'une Déclaration finale.

## 9.2. Les Journées « Eau, Planète et Peuples 2 (EPP2) »

Objectif : Poursuivre la mobilisation initiée à Marseille dans un contexte plus large (post-2015, COP21) alors que la présence de la société civile au 7<sup>ème</sup> FME sera beaucoup plus limitée.

Action : Etant donné qu'il n'y aura pas de Forum Alternatif Mondial de l'Eau en Corée du Sud, France Libertés, le CRID, l'Effet Papillon et la Coalition Eau co-organiseront les Journées EPP2 pendant le Forum Social Mondial qui aura lieu du 24 au 28 mars 2015 à Tunis (Tunisie). Dans ce cadre, des sessions sur l'eau seront proposées au Comité organisateur du FSM, selon 3 grands axes : eau et climat, eau et approche par les droits, eau et énergie.

Les objectifs de EPP2 sont les suivants :

- élaborer un socle de messages communs, en s'inspirant de la déclaration d' « Eau, Planète et Peuples », qui pourra être diffusé au FME par les organisations qui le souhaitent, dans les rendez-vous et manifestations liés à la définition des futurs ODD ainsi qu'à la COP21. Ces messages s'articuleront autour de 3 grandes thématiques :
- montrer des alternatives concrètes servant nos messages communs (rassembler des études de cas) ;
- développer des outils de plaidoyer spécifiques aux thématiques « Eau et ODD » et « Eau et Climat » afin de permettre aux organisations de la société civile d'impacter sur les négociations à venir (boîte à outils).

### Comment s'impliquer ?

- Sur le contenu : transmission des informations par la Coalition Eau et appel à contributions
- Sur la présence au FSM et le soutien financier : Possibilité de prendre en charge la venue de représentants des collectifs partenaires soit sur le budget du projet EAT, soit en faisant partie de la délégation du CRID, plate-forme d'ONG françaises et membre de la Coalition Eau, qui peut prendre en charge 50% des frais des partenaires. Pour ce faire, contacter le SPONG ou Kristel MALEGUE ([kristel.malegue@coalition-eau.org](mailto:kristel.malegue@coalition-eau.org))

## 10. Conférence sur le Climat COP 21

---

### 10.1. Qu'est-ce qu'une COP ?

La Conférence des Parties (COP) rassemble chaque année toutes les parties à la Convention cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) pour faire le point sur l'application de la Convention et adopter de nouvelles décisions. C'est dans ce cadre que sont négociés les engagements des pays en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation au changement climatique.

### 10.2. La tenue de la COP21, Paris, 2015 :

La COP 21, qui aura lieu à Paris en décembre 2015, est présentée comme une étape décisive dans la négociation d'un accord international qui, à la suite du protocole de Kyoto, viendrait fixer des engagements contraignants à l'ensemble des pays afin de maintenir le réchauffement mondial en deçà de 2°C. Cette COP est annoncée comme la COP des décisions.

Afin de ne pas retomber dans les travers de la COP de Copenhague, la France travaille à un agenda des solutions et veut impulser une dynamique positive, avec la mise en avant de projets et réalisations climato-sympathiques. On note aussi une volonté forte d'intégrer et de faire participer la société civile de manière large à cette COP, avec la création d'un village de la société civile.

### 10.3. La mobilisation de la société civile

*La mobilisation générale (un exemple particulier) :*

La Coalition COP21, qui rassemble des organisations et réseaux de la société civile et mouvements sociaux à l'international, se mobilise pour permettre la participation de la société civile lors de la COP21 et faire entendre sa voix. Elle en est actuellement à ses prémices.

*La mobilisation pour l'eau (un exemple particulier) :*

Avec les acteurs de la société civile travaillant sur la question « océans et climat » et à la suite de la mobilisation EPP2, France Libertés, le CRID, la Coalition Eau et les autres organisations françaises souhaitent mettre en place un Pavillon bleu dans le cadre de la COP21. La volonté des acteurs du secteur de l'eau est de créer une plate-forme de coopération entre organisations de la société civile, institutions scientifiques, organisations multilatérales et gouvernements locaux sur Eau et Climat. La tenue de rencontres EPP2 quelques mois auparavant devrait permettre de préparer la société civile actrice sur la problématique de l'eau à cette échéance de la COP21.

Un tel pavillon permettrait de capitaliser sur le travail de plaidoyer des organisations pour peser sur les négociations de la COP 21 et de créer des espaces d'accueil structurés à Paris avant et pendant la COP21 pour les ONGs et réseaux internationaux s'associant à la thématique « Eau ». Enfin, cet événement serait l'occasion de créer des outils de valorisation des travaux et discussions pour informer et mobiliser le grand public.

Note : La Coalition Eau a réalisé une étude sur « Eau et Changement climatique » disponible ici : <http://www.coalition-eau.org/wp-content/uploads/Etude-Eau-et-Climat-Coalition-Eau.pdf>

### Pour aller plus loin...

**Afin d'être présents lors de ces différents temps forts, il faut :**

- S'inscrire pour demander les différents soutiens financiers
- Voir comment s'impliquer en tant que tel et via les partenaires
- Se mobiliser au niveau national mais aussi régional, d'autant plus face aujourd'hui à la défection d'ANEW : il ne faut pas laisser l'espace vide d'autant plus que nous disposons du contenu.

## **11. Forums Nationaux de l'Eau**

---

Les Forums Nationaux de l'Eau (initiative « A l'eau l'Afrique, A l'Eau le Monde ») visait à soutenir une mobilisation et une réflexion nationale dans 6 pays en Afrique subsaharienne (Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal et Togo) en vue d'une meilleure préparation de leur participation au forum mondial de l'eau prévu pour se tenir à Marseille en mars 2012.

Dans chaque pays, la tenue d'un forum national multi-acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement a permis de mener la réflexion autour des différentes thématiques du forum mondial avec un focus sur les réalités locales afin que le processus préparatif du rendez-vous mondial prenne véritablement appui au niveau local, national dans une dynamique de responsabilité partagée, d'engagement et de solutions à promouvoir pour résoudre le problème d'eau et d'assainissement des millions de personnes qui en manquent. A ces temps de réflexion ont été associés des temps de scènes artistiques (musique, théâtre, expositions, ...) afin d'apporter au processus du forum mondial, une dimension culturelle et mobiliser les Hommes de culture pour la cause. Les principaux messages issus de la réflexion lors du forum ont été portés à la connaissance du grand public à travers ces événements artistiques et à la connaissance des décideurs et des acteurs de l'eau lors du 6ème Forum Mondial de l'Eau.

Pour le 7ème Forum Mondial de l'Eau, 3 pays ont manifesté leur intérêt pour une relance du processus, à savoir le Burkina Faso, le Niger et le Togo. En outre, il est important aujourd'hui de faire le bilan de la mise en œuvre des recommandations des Forums de 2011-2012. C'est là une opportunité majeure de plaider pour les pays. Cependant, les délais sont restreints. Pour les pays intéressés, il faut donc rapidement se concerter avec les autres acteurs pour une mobilisation rapide.

## 12. Livres Bleus

---

Le Livre Bleu est un document élaboré par et pour les partenaires du secteur eau potable et assainissement à l'échelle d'une région ou d'un pays. Il fournit une mesure indépendante de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour l'eau et l'assainissement et porte un regard critique sur les politiques et stratégies sectorielles. Le Livre Bleu est une force de proposition et une plateforme pour l'action, en vue d'assurer à tous les citoyens un accès équitable et pérenne à l'eau potable et à l'assainissement. Trois Livres Bleus ont été réalisés en 2004-2005. Ils concernent le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Un Livre Bleu concernant le Bénin a vu le jour en 2009 ainsi qu'un autre au Sénégal en 2010. D'autres Livres Bleus sont en cours de réalisation : une nouvelle édition est prévue pour le Mali, et le Togo est intéressée pour une suite.

Pour plus d'informations sur les Livres Bleus : <http://www.sie-isw.org/fr/plaidoyers/livres-bleus>

A noter que le Bénin publie une version similaire au Livre Bleu, actualisé chaque année et qui sera publié d'ici la fin de l'année.

---

# CONCLUSION

---

## 1. Recommandations pour une mobilisation plus forte des collectifs africains de la société civile pour le secteur Eau et Assainissement

---

### Assurons une veille citoyenne sur les budgets nationaux Eau et Assainissement :

- Prenons en compte l'importance du suivi budgétaire dans notre travail de plaidoyer et faisons-en un axe majeur de notre intervention.
- Agissons au Sud mais aussi au Nord, sur les questions de montants, d'orientations, de transparence et d'efficacité des financements pour le secteur.
- Ciblons une amélioration de l'Aide Publique au Développement, non seulement de la France mais aussi d'autres pays.
- Travaillons de manière plus rapprochée avec les PTF.

### Mobilisons-nous à l'occasion de temps forts pour l'eau et l'assainissement :

- Développons des mobilisations auprès du grand public, des médias et des décideurs à l'occasion de temps forts (Journées Mondiales...), en mettant l'accent sur celles qui ont la plus forte valeur ajoutée (impact important avec des moyens minimums).
- Participons aux temps forts de l'année 2015, et notamment à l'agenda post-2015, via nos organisations et nos partenaires, à tous les niveaux (national, régional, international).

### Définissons les enjeux de plaidoyer sur le secteur Eau et Assainissement pour nos collectifs :

- Mettons l'accent sur les enjeux communs pour notre secteur :
  - ✓ L'assainissement comme une priorité des politiques nationales de développement
  - ✓ Le renforcement des capacités des acteurs au niveau local
  - ✓ L'accroissement des ressources allouées au secteur eau et assainissement et le renforcement de leur efficacité
  - ✓ L'amélioration du transfert des ressources aux collectivités locales
  - ✓ L'élaboration de modèles d'infrastructures adaptés (options techniques)
  - ✓ La mise en place de cadres de concertation inclusifs, transparents, autonomes et indépendants
- Relevons les défis :
  - ✓ Une plus grande mobilisation des acteurs autour des initiatives de plaidoyer
  - ✓ Une amélioration des synergies de plaidoyer entre les acteurs
  - ✓ Une priorisation des enjeux de plaidoyer et un accent sur les initiatives levier

- ✓ Un effort pour aller au-delà de l'accès à l'eau potable et envisager le secteur de l'eau dans sa globalité, au regard des liens entre eau potable et ressource brute
- ➔ Donnons une suite aux études sur les enjeux de plaidoyer pour le secteur eau et assainissement pour les collectifs, réalisées dans chacun de nos pays :
  - ✓ Priorisons les enjeux de plaidoyer dans chaque pays
  - ✓ Faisons une synthèse générale des études sur les enjeux de plaidoyer en mettant en exergue les enjeux de plaidoyer communs et les enjeux spécifiques à chaque pays
  - ✓ Diffusons les rapports des études sur les enjeux de plaidoyer de chaque pays à tous
  - ✓ Partageons les agendas nationaux, qui peuvent constituer des espaces d'opportunité de plaidoyer
  - ✓ Allons démarcher les PTF nationaux pour appuyer la mise en place d'actions de plaidoyer
  - ✓ Mettons en place un groupe de discussion pour partager les actions et ressources au sein du réseau

## 2. **Appréciation des participants et mot de clôture**

---

L'atelier a été globalement apprécié, tant pour les thématiques abordées (veille citoyenne, mobilisations des collectifs, grands enjeux 2015) que pour l'animation de celui-ci.

Toujours en vue d'améliorer ces grands rendez-vous annuels pour notre réseau, il a été suggéré :

- de prévenir les médias lors de l'organisation du prochain atelier, pour lui donner plus de retentissement ;
- de mieux faire le lien avec les OSC/ONG nationales ;
- de mieux anticiper l'organisation et de mieux gérer le temps ;
- de proposer une visite de terrain en lien avec la thématique phare de l'atelier ;

Les représentants du FNUD (Fonds des Nations Unies pour la Démocratie) et du MINEE (Ministère de l'Eau et de l'Energie du Cameroun) ont été remerciés pour leur présence. Ils ont fait part de leur satisfaction de la tenue de cet atelier et des mobilisations des collectifs, c'est là une expérience enrichissante pour eux.

Enfin, les organisateurs, les intervenants et les participants ont été chaleureusement remerciés pour leurs efforts et leurs contributions.



---

# ANNEXES

---

- Annexe 1 :** La veille citoyenne sur les budgets nationaux pour le secteur Eau et Assainissement – Expérience de Dynamique Citoyenne au Cameroun
- Annexe 2 :** La veille citoyenne sur les budgets nationaux pour le secteur Eau et Assainissement – Expérience du PNE Bénin au Bénin
- Annexe 3 :** La veille citoyenne sur l’Aide Publique au Développement – Expérience de la Coalition Eau en France
- Annexe 4 :** Etude sur les enjeux de plaidoyer pour les collectifs du secteur Eau et Assainissement – Présentation du Bénin
- Annexe 5 :** Etude sur les enjeux de plaidoyer pour les collectifs du secteur Eau et Assainissement – Présentation du Burkina Faso
- Annexe 6 :** Etude sur les enjeux de plaidoyer pour les collectifs du secteur Eau et Assainissement – Présentation du Cameroun
- Annexe 7 :** Etude sur les enjeux de plaidoyer pour les collectifs du secteur Eau et Assainissement – Présentation du Mali
- Annexe 8 :** Etude sur les enjeux de plaidoyer pour les collectifs du secteur Eau et Assainissement – Présentation du Niger
- Annexe 9 :** Etude sur les enjeux de plaidoyer pour les collectifs du secteur Eau et Assainissement – Présentation du Sénégal
- Annexe 10 :** Liste des participants